

DATE DE PUBLICATION : 1er juillet 2019

## **LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

Délégation de signature

Vu la délégation de pouvoirs du gouverneur de la Banque de France donnée au secrétaire général le 2 avril 2019 ;

Vu la délégation de signature donnée par M. Denis BEAU, premier sous-gouverneur, à M. Gilles VAYSSET le 1<sup>er</sup> juillet 2018 ;

Délégation permanente est donnée à Mme Solange DARBES-PICCA, directrice de l'Immobilier et des Services généraux, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Patrick LAFOREST, adjoint à la directrice de l'Immobilier et des Services généraux, à l'effet :

- de signer, aux prix, charges et conditions que le délégant jugera convenables, tous actes (promesse et acte authentique) portant acquisition, cession ou prise à bail de biens immobiliers, ainsi que tous mandats correspondants ;
- de subdéléguer aux directeurs de succursales, aux prix, charges et conditions que le délégant jugera convenables, la signature de tous actes (promesse et acte authentique) portant soit acquisition ou cession de biens immobiliers soit prise à bail de locaux pour un loyer annuel hors taxes hors charges au plus égal à 180 000 euros ;
- de signer tous documents relatifs à la création, la modification ou la suppression de toutes servitudes, mitoyennetés ou traités de cour commune, avec ou sans indemnité.

Délégation permanente est donnée à M. Philippe CARON, chef du service de Gestion des actifs immobiliers (SGAI), à l'effet :

- de signer, aux prix, charges et conditions que le délégant jugera convenables, tous actes (promesse et acte authentique) portant soit acquisition ou cession de biens immobiliers soit prise à bail de locaux pour un loyer annuel hors taxes hors charges au plus égal à 300 000 euros, ainsi que tous mandats correspondants ;
- de subdéléguer aux directeurs de succursales, aux prix, charges et conditions que le délégant jugera convenables, la signature de tous actes (promesse et acte authentique) portant soit acquisition ou cession de biens immobiliers soit prise à bail de locaux pour un loyer annuel hors taxes hors charges au plus égal à 180 000 euros ;
- de signer tous documents relatifs à la création, la modification ou la suppression de toutes servitudes, mitoyennetés ou traités de cour commune, avec ou sans indemnité.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 2019

Gilles VAYSSET